

SNCS-HEBDO 07 n°21

28 décembre 2007

Le sort des organismes à la roulette russe ?

La démarche des Directeurs d'unité du CNRS, la lettre d'Yves Langevin, président de la Conférence des présidents du Comité national, les 20.000 signatures de « l'appel » et, dans un autre registre, les déclarations d'Albert Fert, montrent la profonde inquiétude des scientifiques. D'ici peu, on pourrait apprendre par la presse la disparition des organismes de recherche. Le pire n'est certes jamais certain, mais il est aujourd'hui possible, et cela suffit. Tout dépendra de l'engagement de chacun.

Par Henri-Édouard Audier, membre du Bureau national du SNCS-FSU

La ministre refuse toujours une négociation globale mais pratique la « politique du saucisson » : les problèmes sont parcellisés, traités un par un sous le seul « aspect technique » et dans un cadre d'ensemble décidé à l'avance. Des « missions » et des « chantiers » auditionnent, reçoivent, rassurent, mais ne négocient pas. Ils laissent toute liberté à la ministre de décider ce qu'elle veut, au moment où elle l'estimera le plus propice.

Depuis 2005, par étapes, les organismes sont dépossédés de leur rôle. La croissance des financements par l'Agence nationale de la recherche (ANR), sur des projets à court terme, s'est accompagnée de la baisse régulière des crédits de base distribués par les organismes. L'ANR favorise de nouvelles structures de recherche (Réseaux thématiques de recherche avancée, Instituts Carnot, colloques), notamment universitaire. Enfin, l'Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (AERES) vise à se substituer aux instances représentatives actuelles pour l'évaluation des unités.

Aujourd'hui, la « **Mission d'Aubert** » met en question les unités mixtes de recherche (UMR) et leur double tutelle CNRS et universitaire, sous couvert de « simplification administrative ». Or point n'est besoin d'une mission pour créer un seul système informatique inter-établissements, pour alléger le système des marchés ou autoriser les reports de crédits. « Débureaucratiser », c'est d'abord donner aux établissements les moyens de soutenir pendant quatre ans, à la hauteur nécessaire, les laboratoires dont le programme a été bien évalué. Il faut en finir avec le temps perdu en rédaction puis évaluation d'un nombre considérable de « projets » à court terme.

À travers les UMR, ce sont les organismes de recherche qui sont mis en cause. Parce que, contrairement à l'ANR, ils permettent aux scientifiques, universitaires ou non, d'intervenir collectivement dans la politique nationale de recherche. Parce qu'ils leur assurent une liberté d'initiative en encourageant leurs laboratoires à avoir une vision à terme de leur recherche.

« **La Mission Syrota** » est plus encore entourée d'un épais brouillard. Faut-il confier la recherche médicale aux unités de formation et de recherche (UFR), comme le veut le conseiller de Sarkozy, Arnold Munnich ? Ressusciter « le grand Institut du Vivant ? » Créer un Institut de la Santé, qui « confierait à l'INSERM la partie médicale du CNRS », au risque de le transformer en organisme appliqué ? Faire du-dit Institut une coordination de tous les dispensateurs de contrat, en affaiblissant au passage son rôle d'opérateur de recherche ? Nul ne sait.

Certes, le redressement des **universités** est prioritaire. Mais il passe par des partenariats « d'égal à égal » avec des organismes forts et indépendants. Ces partenariats doivent concilier la vision nationale d'une politique scientifique avec les impératifs d'une politique de site universitaire.

Ces batailles sont loin d'être perdues d'avance. Nous avons trois mois, non seulement pour éviter le pire, mais aussi pour nous opposer à tout nouveau recul.